

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1917 - 20 octobre 1994 - 4 F

D 1917 **EL SALVADOR**: LES LAISSÉS-POUR-COMPTE,
ACTEURS DE LA "SOCIÉTÉ CIVILE"

Avec la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et la guérilla en janvier 1992, puis la tenue d'élections générales en mars 1994, un grand espoir avait germé dans le pays (cf. DIAL D 1868). Bien vite, cependant, il a fallu déchanter: les vieux démons de la politique et de la répression sanglante reprenaient le dessus (cf. DIAL D 1833).

Dans les milieux populaires, les années terribles de la guerre avaient été l'occasion de comportements admirables de solidarité (cf. DIAL D 1887). C'est ce capital humain qu'entendent aujourd'hui développer tous ceux qui oeuvrent pour une société plus juste. Tel est le sens du "cri" ci-dessous fait de colère, de désenchantement, mais aussi d'espoir. Texte publié dans **Carta a las Iglesias** du 16-31/8/94.

Note DIAL

NOUS EN AVONS ASSEZ !

(Intertitres de DIAL)

Chez nous, les justes - femmes et hommes - sont la majorité. Ils sont opprimés, abusés, violentés, volés, humiliés, affamés et marginalisés. Aujourd'hui, nous en avons assez de tant de méchanceté, de tant d'ignorance, de tant d'opportunisme, de tant de misère humaine. Alors tous ensemble et d'une même voix, nous disons: **CETTE FOIS, ÇA SUFFIT, NOUS N'EN POUVONS PLUS !**

Nous sommes fatigués de retrouver la même histoire et d'avoir à la subir. L'histoire d'hommes politiques corrompus, démagogues et opportunistes. De chefs d'entreprise exploiters, déloyaux et indignes. De militaires omnipotents, parasitaires et criminels. De responsables vendus, arrivistes et intéressés. D'autorités et de fonctionnaires incapables, obtus et impopulaires. De publicités mensongères, aliénantes, uniquement pour pousser à la consommation. D'informations superficielles, subjectives et truquées. D'universités marchandes de diplômes, aux idées creuses et hors de la réalité. De professionnels ignorants, avides et indifférents. De religieux et de hiérarques insensibles.

Nous en avons assez de l'égoïsme, de l'individualisme, de l'immensité de la misère humaine et des structures qui engendrent et reproduisent aujourd'hui la même vie misérable qu'hier.

(Retour à la case départ)

Les structures qui nous ont conduits à douze années d'une cruelle guerre civile sont toujours là, intactes, inchangées et agissantes malgré les accords de paix, malgré la présence de l'ONU, malgré les milliers et milliers de morts et de blessés. Et tout cela malgré les sacrifices et les souffrances de milliers et de milliers de personnes qui rêvaient de faire d'El Salvador un pays où vivre en paix, dans le travail et la dignité.

Les changements, tant vantés et annoncés à tous les vents, n'ont servi qu'à permettre aux hommes politiques de mener plus commodément leur vie politique, et à maints analystes politiques de nous raconter que nous sommes dans une phase de transition vers la démocratie, ce qui tranquillise leur conscience d'intellectuels bourgeois. La réalité, c'est que nous passons par une crise et non pas par une phase de transition.

Une crise économique, politique, sociale, idéologique, culturelle, éthique et morale. Le chômage, l'inflation et les déséquilibres macro-économiques continuent. Les partis politiques de droite comme de gauche sont des bateaux qui prennent l'eau, les uns de façon plus scandaleuse que les autres; mais tous sans exception ne bénéficient plus de notre confiance. La société vit sous le signe de la délinquance et de la criminalité, tandis que les députés en sont encore à chercher comment améliorer les conditions de détention des délinquants. La doctrine néolibérale s'empare des consciences, à croire qu'il n'y a pas d'autre avenir que la société de mort et d'exclusion dans laquelle nous vivons, et que l'utopie n'est qu'un vilain petit canard boiteux. Avec les coups portés à notre prétendue culture nationale, nous découvrons que celle-ci est du même ordre d'importance qu'un quelconque appareil ménager fabriqué à Taïwan. Les valeurs et les principes, l'honneur et la dignité sont tenus pour de la petite monnaie, sans grande utilité aux yeux des admirateurs de ceux qui font profession de pragmatisme amoral et immoral.

(Les pauvres, acteurs de l'histoire)

Nous sommes en plein dans la crise. C'est bien pourquoi nous vivons dans l'inquiétude et l'angoisse. Nous nous sentons en danger. Et si nous n'avons pas perdu espoir c'est parce que nous savons que les crises sont les "marraines" de l'histoire, mais rien que cela: la marraine, pas la mère.

Les changements, les transformations structurelles, la réorganisation de la société, c'est nous qui aurons à le faire: nous les Salvadoriens pauvres et laissés-pour-compte, les masses populaires organisées et conscientes qu'elles, et elles seules, sont les sujets de l'histoire. Ne plus rien demander au gouvernement, ne plus mettre sa confiance dans des avant-gardes politiques, mais travailler à notre propre organisation.

Ce n'est qu'en nous organisant par groupes de quartiers, par lieu de travail, par profession ou activité que nous pourrions créer une force capable de restructurer la société de chez nous.

Il y a un avenir pour les pauvres et les laissés-pour-compte, à condition de substituer l'unité et la solidarité à l'individualisme et à l'égoïsme. L'utopie n'est pas morte mais c'est la société populaire qui doit l'assumer. Aujourd'hui.

La société populaire¹ doit remplacer l'action revendicative traditionnelle par de nouvelles pratiques sociales, politiques, économiques et culturelles, de sorte que personne ne soit empêché d'être le constructeur de sa propre histoire. Pour cela, l'organisation est une question vitale.

¹ C'est la première fois en Amérique latine qu'apparaît l'expression "société populaire" par allusion à la notion de "société civile" dont la "société populaire" fait partie (NdT).

(La nécessaire utopie)

La société populaire doit comprendre que ses besoins ne se réduisent pas à la seule subsistance, mais qu'ils incluent aussi la participation, l'entente, la protection, le temps libre, la considération, l'identité, la créativité et la liberté. Et que ses besoins sont également ses droits, lesquels sont à faire valoir de façon collective et organisée, compte tenu des ressources et moyens nécessaires pour cela. C'est dans la mesure où les pauvres et les laissés-pour-compte élaboreront des solutions à leurs vrais problèmes que l'utopie prendra corps. Au début leurs projets seront sans doute très modestes et pourront paraître peu transcendants, mais la société populaire deviendra une réalité au fur et à mesure des avancées obtenues. Il est évident que rien ne se fera sans coopération, aide mutuelle et effort soutenu. Il en est de même pour une coordination horizontale entre les différents groupes organisés, qui n'a pas à déléguer son pouvoir à des groupes ou à des dirigeants, quel que soit leur signe politique ou idéologique.

La société populaire ainsi conçue n'a pas besoin de partis politiques pour la représenter, ni d'un paternalisme d'Etat. Ce dont elle a besoin ce sont des espaces sur le plan économique, politique, social et culturel; ceux-ci ne lui tomberont pas du ciel comme une manne, ils sont à conquérir ou à créer. Alors, quel pouvoir économique, politique ou militaire pourra bien empêcher les masses populaires, en tant que majorité organisée, de conquérir de tels espaces ou de les créer?

Un oiseau ne fait pas peur à un enfant. Mais mille oiseaux, cent mille oiseaux, un million d'oiseaux... Peuple-oiseau, oiseau-peuple, l'heure est venue de prendre ton envol.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)